

Chemin :

LOI n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit (1)

- Chapitre V : Abrogation de dispositions diverses

Article 27

I. — Sont et demeurent abrogés :

- 1° L'article L. 112-3 du code du service national ;
- 2° La loi des [27 novembre](#) et [1er décembre 1790](#) portant institution d'un tribunal de cassation et réglant sa composition, son organisation et ses attributions ;
- 3° Le décret des [19 et 22 juillet 1791](#) relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle ;
- 4° La [loi du 29 avril 1806](#) qui prescrit des mesures relatives à la procédure en matière criminelle et correctionnelle ;
- 5° L'[ordonnance du 15 janvier 1826](#) portant règlement pour le service de la Cour de cassation ;
- 6° L'[ordonnance du 22 février 1829](#) contenant des dispositions relatives aux effets mobiliers déposés dans les greffes à l'occasion des procès civils ou criminels définitivement jugés ;
- 7° L'[ordonnance du 9 juin 1831](#) contenant de nouvelles dispositions sur la vente des objets mobiliers déposés dans les greffes des cours et tribunaux ;
- 8° La [loi du 21 juin 1843 sur la forme](#) des actes notariés ;
- 9° Le [décret du 2 novembre 1877](#) relatif aux poursuites à exercer contre tout Français qui se sera rendu coupable en Belgique de délits et de contraventions en matière forestière, rurale et de pêche ;
- 10° La [loi du 12 mars 1880](#) ouvrant au ministre de l'intérieur sur l'exercice 1879 un crédit extraordinaire pour subventions aux chemins vicinaux ;
- 11° L'article 16 de la loi du 29 décembre 1882 portant fixation du budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883 ;
- 12° La [loi du 21 juin 1898 sur la police rurale](#) ;
- 13° L'[article 35 de la loi du 13 avril 1900](#) portant fixation du budget général des dépenses et recettes de l'exercice 1900 ;
- 14° La [loi du 20 mars 1904](#) destinée à remplacer l'arrêté des consuls du 3 germinal an IX relatif à la détention d'appareils susceptibles d'être utilisés dans la fabrication des monnaies ;
- 15° La [loi du 8 janvier 1905](#) supprimant l'autorisation nécessaire aux communes et aux établissements pour ester en justice ;
- 16° La loi du 19 juillet 1905 relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1906 ;
- 17° La [loi du 9 juillet 1907](#) modifiant divers articles de la [loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux](#) ;
- 18° La [loi du 22 mai 1915 sur le recel](#) ;
- 19° La loi du 19 juillet 1921 relative :
 - à la reconstitution des comptes et dépôts et consignations effectués aux caisses du trésorier-payeur général et des receveurs particuliers des finances dont les archives ont été détruites au cours de la guerre 1914-1918 ;
 - la reconstitution des archives des caisses d'épargne ;
- 20° La [loi du 29 novembre 1921](#) autorisant le cumul des fonctions de greffier de tribunal d'instance et d'huissier et la réunion de plusieurs greffes entre les mains d'un même titulaire ;
- 21° La loi du 22 juillet 1922 supprimant dans les actes de naissance des enfants naturels les mentions relatives au père ou à la mère, lorsque ceux-ci sont inconnus ou non dénommés ;
- 22° La [loi du 20 mars 1931](#) modifiant les conditions dans lesquelles certaines subventions sont accordées par l'Etat et par les départements ;
- 23° La [loi du 2 avril 1941 sur le divorce](#) et la séparation de corps ;
- 24° La [loi du 24 avril 1941](#) relative aux actes de décès des militaires décédés des suites d'événements de guerre ;
- 25° La [loi du 4 octobre 1941](#) relative aux expéditions, grosses et extraits des actes civils, administratifs, judiciaires et extrajudiciaires ;
- 26° La [loi du 19 janvier 1942](#) relative aux biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale ;
- 27° La [loi du 12 juin 1942](#) réprimant la perte ou la détérioration des denrées alimentaires ;
- 28° L'[ordonnance du 26 août 1943](#) autorisant l'émission de pièces de monnaie de 2 francs, 1 franc et 0,50 franc et interdisant le trafic et la fonte des espèces et monnaies nationales ;
- 29° L'[ordonnance du 7 janvier 1944](#) habilitant les autorités auxquelles est délégué l'exercice du droit de réquisition pour l'application de la [loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation](#) de la nation en temps de guerre à requérir la levée des scellés ;
- 30° La [loi du 22 mai 1944](#) relative à la perte ou à la détérioration des denrées ou produits destinés à l'alimentation des animaux ;
- 31° L'[article 1er de la loi n° 45-01 du 24 novembre 1945](#) relative aux attributions des ministres du Gouvernement provisoire de la République et à l'organisation des ministères ;
- 32° L'[ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945](#) portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires ;
- 33° L'[ordonnance n° 45-320 du 3 mars 1945](#) relative aux actes de décès des militaires décédés par suite d'événements de guerre ;
- 34° L'[ordonnance n° 45-1706 du 31 juillet 1945](#) portant transfert des attributions du comité juridique au Conseil d'Etat ;

35° Les [articles 10, 11, 12, 14, 17 et 18 de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945](#) relative à la formation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires et instituant une direction de la fonction publique et un conseil permanent de l'administration civile ;

36° La [loi n° 60-1373 du 21 décembre 1960](#) fixant les conditions dans lesquelles les mineurs de fond des mines de combustibles minéraux solides accompliront leurs obligations militaires.

II. - Sont et demeurent abrogés :

1° L'ordonnance du 3 juillet 1816 qui règle le mode de transmission des fonctions d'agents de change (prestataires de services d'investissement) et de courtiers de commerce (courtiers de marchandises assermentés) en cas de démission ou de décès ;

2° La [loi du 28 juillet 1824](#) relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

3° La [loi du 5 juin 1851 sur les ventes publiques](#), volontaires, de fruits et de récoltes pendants par racines et des coupes de bois taillis ;

4° La [loi du 30 mai 1857](#) qui autorise les sociétés belges légalement constituées à exercer leurs droits en France ;

5° La [loi du 31 mai 1865](#) relative à la pêche ;

6° La [loi du 1er décembre 1900](#) ayant pour objet de permettre aux femmes munies des diplômes de licencié en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession ;

7° La [loi du 23 décembre 1904](#) décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un dimanche, aucun paiement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ;

8° La [loi du 13 juillet 1905](#) décidant que, lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun paiement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ; lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun paiement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes ;

9° La [loi du 11 juillet 1906](#) relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère ;

10° La [loi du 14 juillet 1909 sur les dessins](#) et modèles ;

11° La [loi du 29 octobre 1909](#) prorogeant la date des échéances lorsque le 1er novembre sera un lundi ;

12° La [loi du 28 juin 1913](#) rendant les dispositions de la [loi du 11 juillet 1906](#) applicables à toutes les conserves étrangères de poissons entrant en France ;

13° La [loi du 1er juin 1923](#) rendant obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc., des commerçants l'indication de l'immatriculation au registre du commerce ;

14° La [loi du 11 décembre 1924](#) rendant les femmes commerçantes éligibles aux chambres de commerce ;

15° La [loi du 7 juillet 1925](#) complétant l'[article 1er de la loi du 23 décembre 1904](#), l'[article 1er de la loi du 13 juillet 1905](#) et l'article unique de la loi du 29 octobre 1909 et reportant au premier jour ouvrable l'échéance des effets de commerce tombant un jour où le paiement ne peut être exigé ni le protêt dressé ;

16° La loi du 10 juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir le règlement des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers, la [loi du 22 août 1936](#) tendant à étendre le champ d'application du système de l'assurance-crédit d'Etat et l'acte dit [loi du 23 novembre 1943](#) autorisant le Gouvernement à garantir les pertes résultant de certaines opérations d'importation présentant un intérêt essentiel pour l'économie nationale ;

17° La [loi du 9 août 1930](#) concernant les tromperies sur l'origine des noix ;

18° La [loi du 4 avril 1931](#) rendant applicables aux Français, en France, les dispositions des conventions internationales qui seraient plus favorables que celles de la loi interne pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle ;

19° La [loi du 4 juillet 1931](#) relative au commerce de la chicorée ;

20° La [loi du 9 décembre 1931](#) accordant aux femmes commerçantes l'éligibilité aux tribunaux de commerce ;

21° La [loi du 21 juillet 1932](#) tendant à compléter l'[article 1er de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops](#) et liqueurs de cassis ;

22° La [loi du 28 janvier 1935](#) tendant à la répression des fraudes sur le guignolet ;

23° La [loi du 16 avril 1935](#) tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché de la viande ;

24° La [loi du 30 juin 1935](#) tendant à compléter l'[article 1er de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops](#) et liqueurs de cassis ;

25° Le décret-loi du 30 octobre 1935 portant réglementation de la vente par camions-bazars ;

26° La [loi du 14 novembre 1936](#) portant réglementation de la vente par camions-bazars ;

27° Le décret-loi du 25 août 1937 portant réglementation de la vente par camions-bazars ;

28° Le [décret-loi du 31 août 1937](#) relatif à la réglementation de la fabrication et au commerce des engrais composés ;

29° La [loi du 13 janvier 1938](#) complétant les dispositions du décret du 30 juillet 1935 sur les appellations d'origine contrôlée ;

30° Le [décret-loi du 24 mai 1938](#) comportant l'extension du crédit à moyen terme aux petits industriels et aux petits commerçants ;

31° Le décret-loi du 12 novembre 1938 tendant à transformer les groupements de consommateurs en sociétés coopératives ;

32° La [loi du 18 mars 1939](#) tendant à proroger les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réglementant la vente par camions-bazars ;

33° La [loi du 10 septembre 1940](#) prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants ;

34° La loi du 2 février 1941 relative aux pouvoirs des administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants ;

35° L'[ordonnance n° 45-68 du 16 janvier 1945](#) portant nationalisation des usines Renault ;

36° Les [articles 15, 15 bis, 116, 118, 125, 127, 127 bis et 128 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945](#) fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles.

III. — Sont et demeurent abrogés :

1° La loi du 6 frimaire an VII relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables ;

2° La [loi du 10 avril 1825](#) pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime ;

3° La loi du 9 août 1839 relative aux modifications à apporter dans les cahiers des charges annexés aux concessions de chemins de fer ;

- 4° La [loi du 11 juin 1842](#) relative à l'établissement des grandes lignes de chemins de fer ;
- 5° L'ordonnance du 22 juin 1842 portant que le territoire du Royaume, en ce qui concerne le service des chemins de fer, sera divisé en cinq inspections, et que le nombre des inspecteurs divisionnaires adjoints des ponts et chaussées sera porté de deux à cinq ;
- 6° La loi du 6 juin 1847 relative à la restitution des cautionnements des compagnies de chemins de fer ;
- 7° La loi du 27 février 1850 relative aux commissionnaires et sous-commissionnaires préposés à la surveillance des chemins de fer ;
- 8° La loi du 18 juin 1870 sur le transport des marchandises dangereuses par eau et par voies de terre autres que les chemins de fer ;
- 9° La loi du 19 février 1880 portant suppression immédiate des droits de navigation intérieure ;
- 10° La loi du 27 décembre 1890 sur le contrat de louage et sur les rapports des agents des chemins de fer avec les compagnies ;
- 11° L'article 87 de la loi du 13 avril 1898 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898 ;
- 12° Les articles 37 à 39 de la loi du 30 mai 1899 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 ;
- 13° La [loi du 3 décembre 1908](#) relative au raccordement des voies de fer avec les voies d'eau ;
- 14° L'article 66 de la loi du 26 décembre 1908 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1909 ;
- 15° Les articles 15 et 126 de la loi du 8 avril 1910 portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1910 ;
- 16° Les articles 41 à 71 de la loi du 13 juillet 1911 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911 ;
- 17° La [loi du 24 septembre 1919](#) portant création de stations hydrominérales, climatiques et de tourisme, établissant des taxes spéciales dans lesdites stations et réglementant l'Office national du tourisme ainsi que la loi du 3 avril 1942 relative au régime des stations classées ;
- 18° La [loi du 27 février 1920](#) autorisant la réquisition civile du matériel et des locaux autres que ceux de la voie ferrée nécessaires à l'exécution des transports en cas d'interruption de l'exploitation des voies ferrées ;
- 19° La [loi du 29 octobre 1921](#) relative au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général ;
- 20° Les articles 56, 67, 126, 131 à 134, 161, 163 à 169 de la loi du 31 décembre 1921 portant fixation du budget général de l'exercice 1922 ;
- 21° La loi du 30 mai 1923 réprimant le délit d'embarquement clandestin à bord des navires de commerce ;
- 22° La loi du 21 août 1923 fixant les conditions d'attribution de subventions de l'Etat aux départements ou aux communes pour l'organisation et l'exploitation des services publics réguliers de transport par voitures automobiles et à traction électrique ;
- 23° La [loi du 26 décembre 1930](#) relative à la navigation côtière ;
- 24° La [loi du 23 novembre 1933 sur le statut](#) des opérateurs radiotélégraphistes à bord des navires de commerce, de pêche ou de plaisance ;
- 25° La [loi du 5 juillet 1934](#) relative à l'abordage en navigation intérieure ;
- 26° La loi du 27 juillet 1940 modifiant la responsabilité des administrations des chemins de fer en cas de perte, ou d'avaries des bagages enregistrés ou des marchandises ;
- 27° La loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français ;
- 28° La loi du 10 octobre 1940 réorganisant le conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français ;
- 29° La loi du 16 octobre 1940 relative au régime des priorités à établir sur les transports de marchandises ;
- 30° La [loi du 22 mars 1941 sur l'exploitation réglementée](#) des voies navigables et la coordination des transports par fer et par navigation intérieure ;
- 31° La [loi du 11 avril 1941](#) améliorant le régime des pensions sur la caisse générale de prévoyance des marins ;
- 32° La loi du 29 mai 1941 relative à la responsabilité des administrations des chemins de fer retenue en cas de faute lourde des administrations ;
- 33° La [loi du 4 avril 1942](#) relative au classement et aux prix des hôtels et restaurants ;
- 34° La loi n° 947 du 22 octobre 1942 sur la circulation des marchandises ;
- 35° La [loi du 18 novembre 1942](#) relative à la circulation des bateaux à propulsion mécanique sur les voies navigables ;
- 36° La loi n° 1094 du 31 décembre 1942 réprimant l'usage irrégulier des wagons de chemins de fer ;
- 37° L'ordonnance du 24 avril 1944 modifiant la responsabilité des chemins de fer en cas de retard, de pertes ou d'avaries des bagages ou des marchandises dans les zones affectées par les événements de guerre ;
- 38° L'[ordonnance du 20 juin 1944](#) relative à l'exploitation des voies ferrées comprises dans les territoires métropolitains libérés ;
- 39° La loi n° 66-1066 du [31 décembre 1966](#) établissant des servitudes au profit des lignes de transport public par véhicules guidés sur coussin d'air (aérotrains).
- IV. — Sont et demeurent abrogés :
- 1° L'[article L. 115-7 du code de la mutualité](#) ;
- 2° La [loi du 28 décembre 1904](#) portant abrogation des lois conférant aux fabriques des églises et aux consistoires le monopole des inhumations ;
- 3° La loi du 6 décembre 1928 relative à la réglementation de l'abattage du châtaignier ;
- 4° La [loi du 12 février 1933](#) transformant les écoles spéciales rurales en écoles mixtes à une ou deux classes ;
- 5° La loi du 22 mars 1936 concernant les magasins à prix unique ;
- 6° La [loi du 31 mars 1937](#) ayant pour effet de proroger la loi du 22 mars 1936 interdisant l'ouverture de nouveaux magasins à prix unique ;
- 7° La [loi du 30 mars 1938](#) ayant pour but de proroger la [loi du 31 mars 1937](#) interdisant l'ouverture de nouveaux magasins à prix unique ;
- 8° La loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure ;
- 9° La loi du 21 août 1936 tendant à permettre l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans ;
- 10° La loi du 24 décembre 1936 tendant à proroger les dispositions de la loi du 21 août 1936 permettant l'octroi de

délais aux commerçants, industriels et artisans ;

11° La [loi du 31 mars 1937](#) tendant à proroger à nouveau les dispositions de la loi du 21 août 1936 permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans ;

12° La [loi du 30 mars 1938](#) ayant pour objet de proroger les dispositions du décret-loi du 25 août 1937 réglementant la vente par camions-bazars ;

13° La loi du 30 septembre 1940 sur le contrôle des internats annexés à des établissements d'enseignement public ;

14° La [loi du 6 janvier 1941](#) permettant aux communes de contribuer à certaines dépenses des institutions privées qui ont un but éducatif ;

15° La loi du 16 décembre 1941 relative aux créations, transferts ou suppressions d'offices ministériels ;

16° La loi du 15 juillet 1942 interdisant certaines annonces de caractère antifamilial ;

17° La loi du 15 juillet 1942 relative au contrôle des lois sociales en agriculture ;

18° La [loi du 10 août 1943](#) relative à l'assurance scolaire obligatoire ;

19° L'[ordonnance du 13 décembre 1944](#) portant institution des « Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais » ;

20° L'[ordonnance n° 45-1580 du 17 juillet 1945](#) portant création d'un service technique interprofessionnel du lait ;

21° L'[ordonnance n° 45-2632 du 2 novembre 1945](#) réorganisant le Centre national de la recherche scientifique ;

22° La [loi n° 46-1153 du 22 mai 1946](#) relative à l'institution d'un Conseil national du travail.

Liens relatifs à cet article

Cite:

Loi du 13 avril 1900 - art. 35

Loi du 23 décembre 1904 - art. 1

Loi du 13 juillet 1905 - art. 1

Loi du 4 mars 1928 - art. 1

Loi du 26 décembre 1930

Loi du 23 novembre 1933

Loi du 5 juillet 1934

Loi du 31 mars 1937

Loi du 30 mars 1938

Ordonnance du 20 juin 1944

Ordonnance n°45-14 du 6 janvier 1945

Ordonnance n°45-68 du 16 janvier 1945

Ordonnance n°45-320 du 3 mars 1945

Ordonnance n°45-1580 du 17 juillet 1945

Ordonnance n° 45-1706 du 31 juillet 1945

Ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 - art. 10

Ordonnance n°45-2454 du 19 octobre 1945 - art. 15

Ordonnance n°45-2632 du 2 novembre 1945

Loi n° 45-01 du 24 novembre 1945 - art. 1

Loi n°46-1153 du 22 mai 1946

Loi n°60-1373 du 21 décembre 1960

Loi n°66-1066 du 31 décembre 1966

Code de la mutualité - art. L115-7

Décret du 19 juillet 1791

Décret du 2 novembre 1877

Décret-loi du 24 mai 1938

Décret-loi du 31 août 1937

Loi du 11 juillet 1938

Loi du 12 février 1933

Loi du 12 juin 1942

Loi du 13 janvier 1938

Loi du 16 avril 1935

Loi du 18 novembre 1942

Loi du 22 août 1936

Loi du 27 novembre 1790

Loi du 5 juin 1851

Loi n°1790-12-01 du 1 décembre 1790

Loi n°1825-04-10 du 10 avril 1825

Loi n°1842-06-11 du 11 juin 1842

Loi n°1843-06-21 du 21 juin 1843

Loi n°1857-05-30 du 30 mai 1857

Loi n°1865-05-31 du 31 mai 1865

Loi n°1871-08-10. du 10 août 1871

Loi n°1880-03-12 du 12 mars 1880

Loi n°1898-06-21. du 21 juin 1898

Loi n°1900-12-01 du 1 décembre 1900

Loi n°1904-03-20 du 20 mars 1904

Loi n°1904-12-28 du 28 décembre 1904

Loi n°1907-07-09 du 9 juillet 1907

Loi n°1908-12-03 du 3 décembre 1908

Loi n°1915-05-22 du 22 mai 1915

Loi n°1920-02-27 du 27 février 1920

Loi n°1921-10-29 du 29 octobre 1921
Loi n°1931-03-20 du 20 mars 1931
Loi n°1931-07-04 du 4 juillet 1931
Loi n°1931-12-09 du 9 décembre 1931
Loi n°1932-07-21 du 21 juillet 1932
Loi n°1941-01-06 du 6 janvier 1941
Loi n°1941-04-02 du 2 avril 1941
Loi n°1943-11-23 du 23 novembre 1943
Loi n°1944-05-22 du 22 mai 1944
Loi n°41-1585 du 11 avril 1941
Loi n°41-1814 du 24 avril 1941
Ordonnance du 26 août 1943
Ordonnance n°1826-01-15 du 15 janvier 1826
Ordonnance n°1829-02-22 du 22 février 1829
Ordonnance n°1831-06-09 du 9 juin 1831
Ordonnance n°1944-01-07 du 7 janvier 1944
Ordonnance n°1944-12-13 du 13 décembre 1944